

ASSEMBLÉE NATIONALE

12 février 2026

DROIT À L'AIDE À MOURIR - (N° 2453)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 1834

AMENDEMENT

présenté par

M. Potier, M. Pena, Mme Belluco, M. David et Mme Rossi

ARTICLE 10

Après l'alinéa 5, insérer l'alinéa suivant :

« 4° Si le médecin traitant de la personne concernée constate que le professionnel de santé qui traite la demande d'aide à mourir commet une erreur d'appréciation relative aux conditions mentionnées à l'article L. 1111-12-2, ou que la procédure définie à la section 2 *bis* du chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre I^{er} de la première partie du code de la santé publique n'est pas respectée. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objectif de permettre au médecin traitant d'intervenir dans le cadre de la procédure d'aide à mourir, en lui conférant expressément le pouvoir de l'interrompre si les conditions légales ou éthiques ne sont pas respectées. Cette mesure repose sur l'idée fondamentale que le médecin traitant, en raison de sa connaissance approfondie et durable du patient, est particulièrement placé pour garantir que la procédure se déroule dans le strict respect de la loi.

Afin d'éviter tout comportement visant à entraver la bonne réalisation de ce nouveau droit, cette capacité donnée au médecin traitant se limite aux erreurs manifestes qui concernent les critères d'accès définis dans la loi.